



Observation

Juin 2021



Activité, emploi, chômage

Activité économique et emploi
en Bourgogne-Franche-Comté





Activité économique et emploi en Bourgogne- Franche- comté



Depuis le début de l'année 2020, la pandémie de Covid-19 est à l'origine d'une crise économique majeure. La lutte contre la propagation du virus a entraîné un fort ralentissement de l'activité mondiale.

Alors que la campagne de vaccination fait entrevoir les perspectives d'une sortie de crise, la présente publication a pour objet de faire un état des lieux de la situation économique régionale avant la crise et de tenter d'évaluer les impacts qu'a eu celle-ci à partir des premiers indicateurs disponibles pour l'année 2020.

Le périmètre choisi pour cette analyse est celui de la zone d'emploi redéfinie par l'INSEE en 2020.

Sommaire

Le tissu productif	4
Les créations d'entreprises	4
Les défaillances	5
La population active	6
Évolution des types de contrats	6
Le travail temporaire	8
Évolutions sectorielles	9
Chômage et demandeurs d'emploi	10

SOM-

MAIRE



Le tissu productif

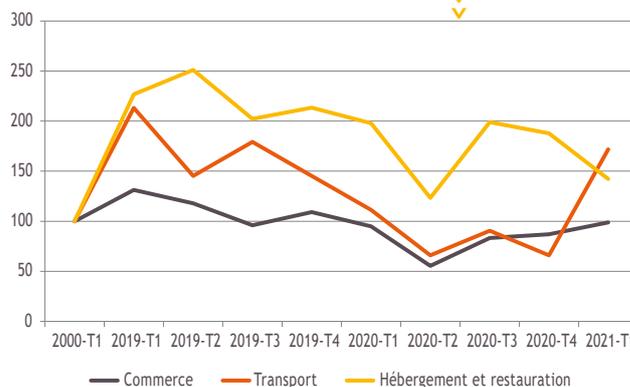
Les créations d'entreprise continuent à augmenter en 2020

L'année 2020 constitue une année record pour la création d'entreprises en France. La tendance à la hausse du nombre de créations remonte déjà à quelques années, mais la crise sanitaire a contribué à amplifier le phénomène.

Les créations individuelles toujours plus importantes

Parmi les nouvelles entreprises créées, la part d'entreprises individuelles est toujours plus importante. Dans la zone d'emploi de Besançon sur 3079 créations, 2432 ont le statut d'entreprises individuelles soit 78% du total des créations.

Évolution trimestrielle en base 100 du nombre de créations dans le secteur "Commerce, transports, hébergement restauration" (Bourgogne-Franche-Comté - Données trimestrielles brutes, INSEE)

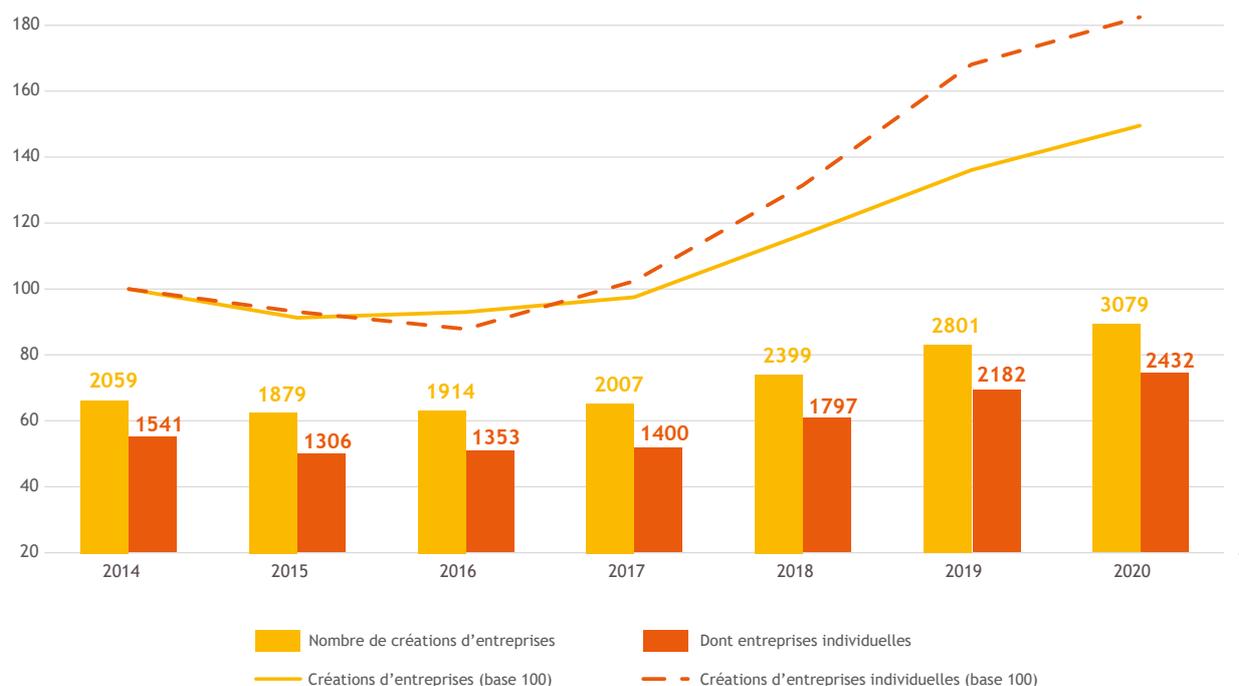


L'explosion de la livraison à domicile booste le secteur du transport

La répartition par secteur d'activité des entreprises nouvellement créées montre une prédominance du secteur "commerce, transport, restauration-hébergement" qui représente 32,2% des créations pour l'année 2020. Au sein de ce secteur, le domaine

transport a connu un essor rapide entre le quatrième trimestre 2020 et le premier trimestre 2021. Parallèlement, le secteur de l'hébergement et de la restauration a subi de plein fouet les mesures de confinement.

Évolution du nombre de créations d'entreprises dans la zone d'emploi de Besançon (INSEE)



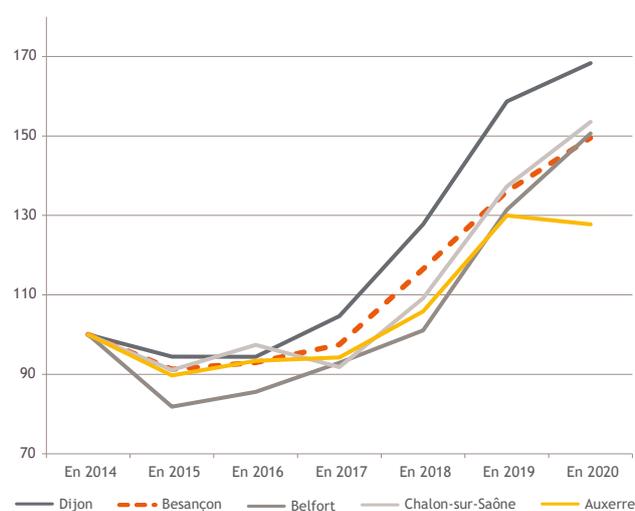
Répartition des créations d'entreprises par secteur d'activité (INSEE)

	Créations d'entreprises de l'industrie en 2020	Créations d'entreprises de la construction en 2020	Créations d'entreprises de commerce, transport, restauration hébergement en 2020	Créations d'entreprises d'information et communication en 2020	Créations d'entreprises d'activités financières et d'assurance en 2020
ZE Besançon en 2020	220	314	970	350	1 225
Total BFC hors ZE Besançon	1 494	2 324	6 997	1 966	8 348
ZE Besançon en 2020 (répartition par secteur d'activité)	7%	10%	32%	11%	40%
Total BFC hors ZE Besançon (répartition par secteur d'activité)	7%	11%	33%	9%	40%

La zone d'emploi de Besançon, démontre ses capacités de résilience

La zone d'emploi de Besançon compte 3 079 créations d'entreprises au cours de l'année 2020 sur un total de 24 208 créations pour l'ensemble de la région Bourgogne-Franche-Comté, c'est ainsi la deuxième zone d'emploi la plus dynamique après celle de Dijon qui compte 4 574 créations sur la même période.

Évolution du nombre de créations d'entreprises par principales zones d'emploi (Base 100 - INSEE) >>>



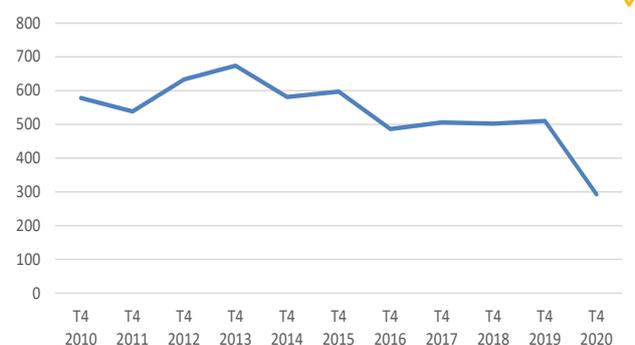
La baisse des défaillances d'entreprises, un indicateur paradoxal

La baisse du nombre de défaillances d'entreprises peut sembler paradoxale dans le contexte économique actuel. La crise sanitaire a mis en difficulté des entreprises en raison du confinement sans pour autant créer une hausse du nombre de défaillances d'entreprises.

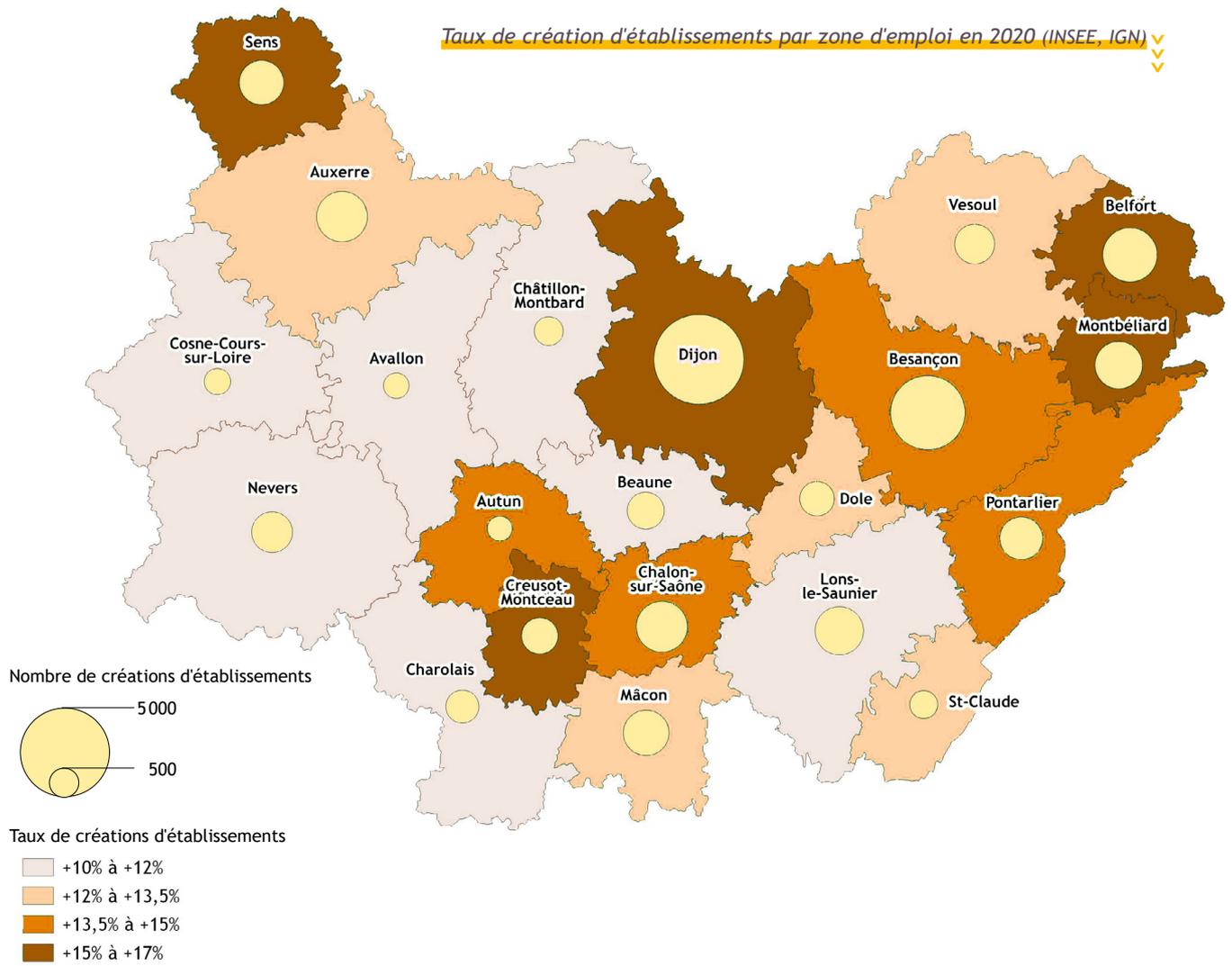
Néanmoins, cette situation n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté mais elle résulte de l'impact qu'a eu le confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales notamment la modification des dates de caractérisation et de déclaration de cessation de paiements. L'ensemble des mesures de soutien mises en place par le gouvernement a permis de retarder le paiement de certaines charges, (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, etc.)

Les difficultés rencontrées par les tribunaux de commerce eux-mêmes pour assurer la continuité de leurs services pendant le confinement ont conduit à des reports ou à des conversions de procédures de défaillance.

Défaillances, Bourgogne-Franche-Comté, Unités légales, nombre cumulé sur le trimestre (Banque de France) >>>



Taux de création d'établissements par zone d'emploi en 2020 (INSEE, IGN) 



Source : INSEE
Réalisation AUDAB 2021





Emploi et population active

Répartition de la population active par type de contrat (INSEE) ▼

Zone d'emploi de Besançon	Salariés par type de contrat	Répartition des salariés par type de contrat	Taux d'évolution annuel 2012-2017
Nombre total de salariés	114 335	88,1%	-0,3%
CDI	94 806	82,9%	-0,3%
CDD	11 429	10,0%	-1,4%
Intérim	2 712	2,4%	1,8%
Emploi aidé	1 435	1,3%	4,6%
Apprentissage	3 953	3,5%	-0,1%
Nombre total de non salariés	15 463	11,9%	0,4%
Indépendants	8 742	56,5%	1,3%
Employés	6 498	42,0%	-0,6%
Aide familiale	223	1,4%	-2,7%
Actifs occupés de plus de 15 ans	129 798		-0,2%

Le nombre d'actifs en diminution

Entre 2012 et 2017, le nombre d'actifs de 15 ans et plus a diminué, on compte environ 1500 actifs de moins en 2017 qu'en 2012, soit 129 798 actifs occupés de plus de 15 ans.

88% des actifs de plus de 15 ans bénéficient du statut de salariés, et 12 % ont un statut différent.

Parmi les salariés, la forme de contrat la plus courante reste le CDI (contrat à durée indéterminée) qui représente 83% des emplois salariés.

La progression de l'emploi intérimaire (+1,8%) de l'emploi aidé (+ 4,6%) et du statut d'indépendant (+1,3%) s'accompagne d'un recul des CDI (-0,3%) et CDD (-1,4%). Cette situation reflète une certaine tendance à la précarisation du marché de l'emploi.

La forte augmentation du nombre d'emplois aidés (+4,6%) s'explique avant tout par la volonté du gouvernement de pratiquer une politique de réinsertion durable à destination des personnes éloignées du marché de l'emploi.

La création du Parcours Emploi Compétence en 2018 sous l'impulsion de la ministre du travail, Muriel Pénicaud, a ainsi créé un nouvel élan dans la signature de contrats aidés (Voir encadré ci-contre).

Le statut d'indépendant de plus en plus attractif

En 2017, la zone d'emploi de Besançon compte 8 742 travailleurs au statut d'indépendant, soit un taux de croissance annuel de +1,3% par an depuis 2012.

En 2015, le statut d'auto-entrepreneur est transformé en micro-entrepreneur et rend obligatoire l'inscription au RCS (Registre du commerce et des sociétés)

L'explosion du secteur de la livraison à domicile, amorcée avant la crise sanitaire mais amplifiée par le confinement contribue fortement à l'augmentation du nombre d'indépendants.

“

Pour aller + loin...

Le contrat aidé n'est pas soumis aux mêmes dispositions que les autres contrats de travail ceci afin de faciliter l'emploi de personnes connaissant des difficultés d'insertion professionnelle. Les salaires des personnes en contrat aidé sont bien souvent proches du Smic.

De 2010 à 2017, le contrat aidé, renommé "contrat unique d'insertion" ou CUI, comprend deux sous-catégories : le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) qui concerne le secteur non marchand et le contrat initiatif emploi (CUI-CIE) pour le secteur marchand.

En 2018, les contrats aidés ont été remplacés par un nouveau type de contrat de travail : le Parcours Emploi Compétence (PEC) jugé plus efficace pour atteindre l'objectif d'insertion durable sur le marché du travail du bénéficiaire. Les CUI-CAE existant ont été conservés et inscrits dans le cadre du PEC.

”

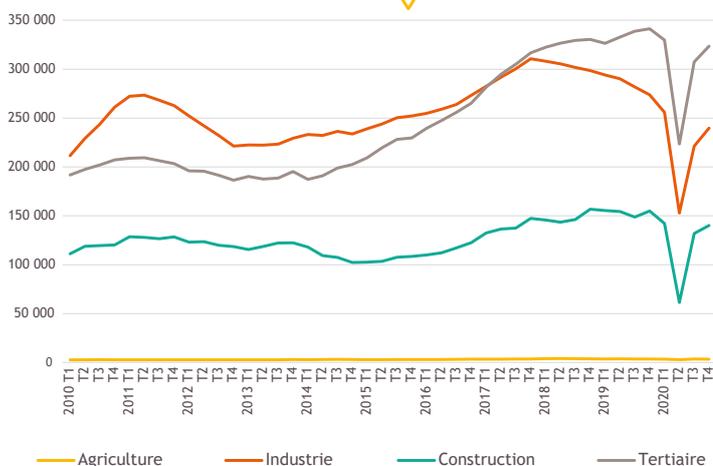


L'emploi temporaire, fortement impacté par le premier confinement, reprend sa progression



@Scott Blake

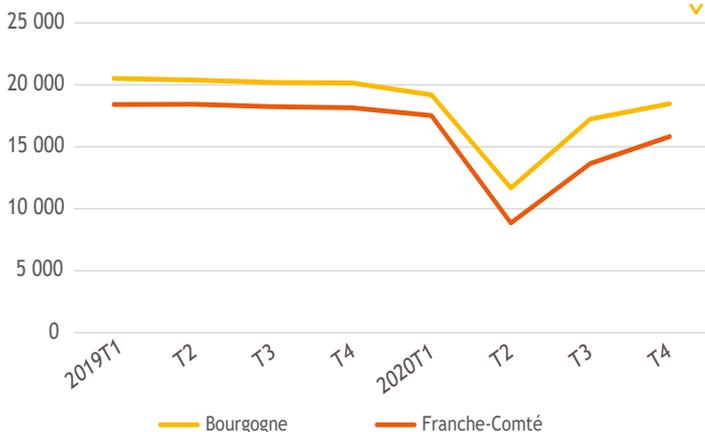
Évolution de l'emploi intérimaire par secteur d'activité en Bourgogne - Franche-Comté (DARES)



Le travail intérimaire progresse dans le secteur tertiaire

Depuis 2015, le travail temporaire a tendance à se généraliser dans la plupart des secteurs d'activité, plus particulièrement dans la construction et dans le secteur tertiaire. Depuis le premier trimestre 2017, le nombre d'intérimaires dans le secteur tertiaire a supplanté le nombre d'intérimaires du secteur de l'industrie qui était jusqu'ici le principal demandeur de travail temporaire. La diminution du nombre d'intérimaires dans l'industrie est à imputer à la crise que traverse ce secteur dans la région. Les activités agricoles sont les seules à n'être pas touchées par un appel croissant à la main d'œuvre intérimaire.

Nombre d'intérimaires par région de l'établissement utilisateur



L'emploi intérimaire a néanmoins été fortement impacté par le premier confinement. Au second trimestre 2020, le nombre d'intérimaires chute brutalement, passant de 731 671 pour l'ensemble de la Bourgogne-Franche-Comté à 440 805. Mais dès le troisième trimestre, l'embauche d'intérimaires reprend pour revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire.

Le nombre d'emplois au lieu de travail en légère baisse

Entre 2012 et 2017, le nombre d'emplois au lieu de travail dans la zone d'emploi de Besançon a diminué de -0,1% par an passant de 130 121 à 129 402.

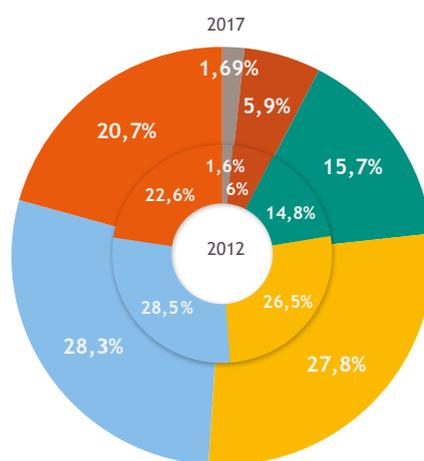
Parmi les activités du secteur marchand, le secteur "commerce, transports, services" reste prédominant et représente 38,1% de l'ensemble des emplois au lieu de travail. Ce secteur est néanmoins dépassé par les activités du secteur non marchand (administration, santé, action sociale) qui grâce à une progression de +0,8% par an depuis 2012, occupe désormais la première place avec 39,5% des emplois au lieu de travail en 2017.

La proportion de cadres et professions intellectuelles a augmenté passant de 14,8% à 15,7% ; tandis que la part d'ouvriers a diminué passant de 22,6% à 20,7%. Cette situation reflète d'une part la crise que traverse l'industrie et la tendance à la tertiarisation qui s'observe dans la zone d'emploi de Besançon.

L'agriculture connaît un second souffle

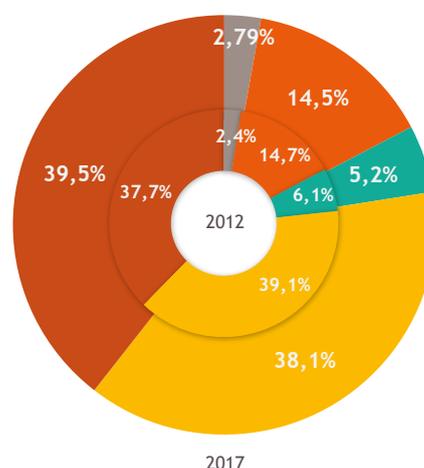
Il était devenu habituel depuis maintenant plusieurs décennies de voir le nombre d'emplois dans l'agriculture se réduire peu à peu. L'évolution au cours de la dernière période intercensitaire montre la fin du phénomène "d'extinction" du monde agricole français.

Boosté par les nouvelles problématiques écologiques et l'apparition d'un nouveau type de consommateurs intéressés par la notion de circuits courts et d'agriculture urbaine, le monde agricole semble à nouveau porteur d'emplois.



■ Agriculteurs exploitants au lieu de travail
 ■ Artisans, commerçants, chefs d'entreprise au lieu de travail
 ■ Cadres et professions intellectuelles supérieures au lieu de travail
 ■ Professions intermédiaires au lieu de travail
 ■ Employés au lieu de travail ■ Ouvriers au lieu de travail

Nombre d'emplois au lieu de travail par catégories professionnelles (INSEE) ▲
 ▲



■ Agriculture ■ Industrie ■ Construction
 ■ Commerce, transports, services au lieu de travail ■ Administration, santé, action sociale

Nombre d'emplois au lieu de travail par secteur d'activité ▲
 ▲

Principales évolutions des effectifs salariés (INSEE, estimation d'emploi) ▼
 ▼

Zone d'emploi	Secteur d'activité	2007 (effectifs supérieurs à 500 salariés)	2017	Les tx d'évolution annuel 2007 - 2017 les plus élevés
Saône	Agriculture	771	1 043	3,1%
Besançon	Agriculture	851	1 099	2,6%
Beaune	Agriculture	2 191	2 555	1,5%
Dole	Tertiaire marchand	8 800	10 099	1,4%
Dijon	Agriculture	1 201	1 347	1,2%

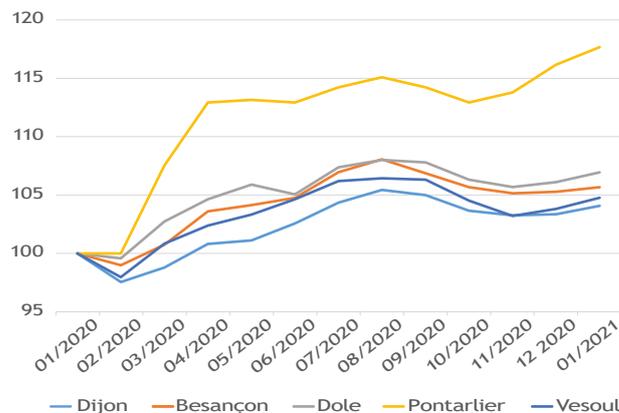
le nombre de demandeurs d'emploi reprend son augmentation

Le nombre de demandeurs d'emploi continue sa progression après une accalmie trompeuse due avant tout aux effets du confinement. Effectivement, la mise à l'arrêt des services de pôle emploi a entraîné d'une part un "gel" des radiations de la part de pôle emploi et d'autre part un retard dans les inscriptions de la part des demandeurs d'emploi. Le retour à la normale progressif de l'économie française est marqué par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi.

L'observation de la situation dans les principales zones d'emploi régionales montre une hausse soutenue du nombre de demandeurs d'emploi tout au long de l'année 2020 avec néanmoins une trêve durant la période estivale.

Par ailleurs, la zone d'emploi de Pontarlier se distingue par une hausse beaucoup plus forte. L'emploi frontalier, prédominant dans cette zone d'emploi, a été particulièrement mis à mal par la fermeture des postes frontières entre la France et la Suisse destinée à enrayer la propagation de l'épidémie. Pontarlier est en effet un des principaux pôles d'échange avec la Suisse, près de 2 000 travailleurs frontaliers effectuant des navettes quotidiennes.

L'évolution des "motifs de sortie" entre le premier et le quatrième trimestre de l'année 2020 permet d'illustrer ce phénomène : dès le deuxième trimestre 2020, soit la date du premier confinement, le nombre de cessations d'inscription pour défaut



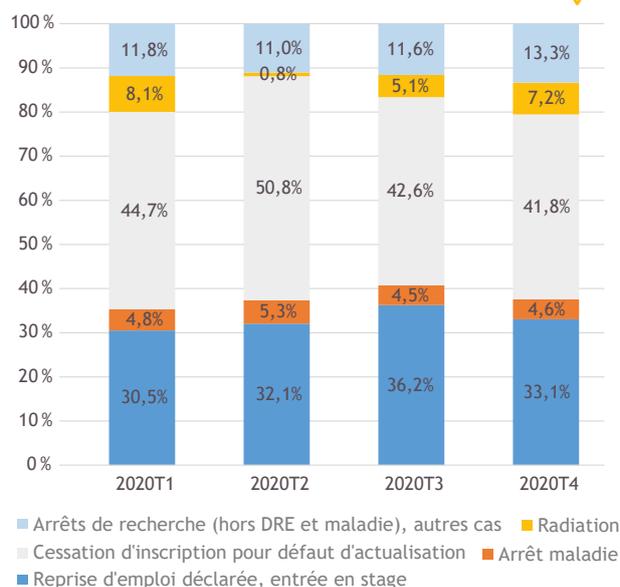
Évolution du nombre de DEFM (Catégories ABC, DARES)

d'actualisation passe de 44,7% à 50,8% et les radiations deviennent quasiment nulles alors qu'elles représentaient 8,1% des motifs de sortie au premier trimestre.

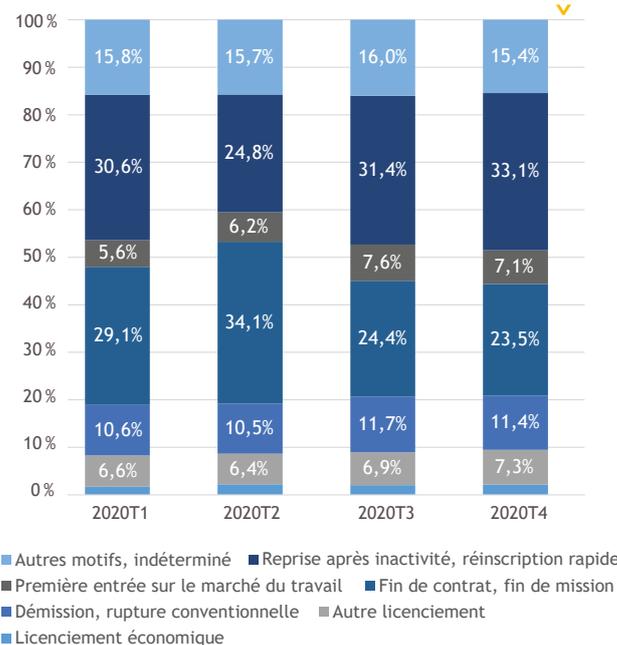
L'évolution des motifs d'entrée montre une hausse des inscriptions pour fin de contrat ou de fin de mission (de 29% à 34% entre le premier et le deuxième trimestre 2020). Cette hausse illustre les effets déléteres de la crise sur le marché de l'emploi.

Parallèlement, la baisse des motifs d'entrée pour "reprise après inactivité" et des "réinscriptions rapides" fait écho à la diminution des motifs de sortie "cessation d'inscription pour défaut d'actualisation".

Évolution des motifs de sortie (DEFM catégories ABC)



Évolution des motifs d'entrée (DEFM catégories ABC)





la crise sanitaire intervient après 5 années de baisse du taux de chômage

Au quatrième trimestre 2020, le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT)*, dans la zone d'emploi de Besançon est de 6,3%, il était de 8,4% au quatrième trimestre 2015. Cette baisse intervient pourtant dans un contexte de diminution du nombre d'emplois dans la quasi totalité des zones d'emploi régionales. Seules les zones de Sens, Beaune et Pontarlier ont enregistré une augmentation du nombre d'emplois sur leur territoire, grâce à des dynamiques fortes : les migrations franciliennes pour Sens, la gastronomie et la viticulture pour Beaune et le travail frontalier pour Pontarlier.

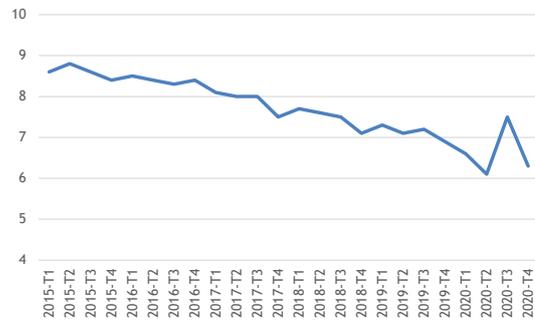
Les zones de Dijon, Dole, Besançon, Châlon-sur-Saône, Lons-Le-Saunier et Mâcon ont réussi à équilibrer les pertes et les gains d'activité. L'ouest de la Bourgogne et le nord franc-comtois connaissent en revanche des difficultés à maintenir l'activité économique sur leur territoire.

Les différents indicateurs permettant de comprendre la situation du territoire face aux problématiques de l'activité et de l'emploi ont été en partie faussés par l'ampleur de la crise sanitaire : les mesures de chômage partiel, l'impossibilité d'effectuer des recherches d'emploi dans des conditions normales en raison du confinement ont maintenu le taux de chômage à un niveau particulièrement bas, alors que les demandeurs d'emploi sont en augmentation.

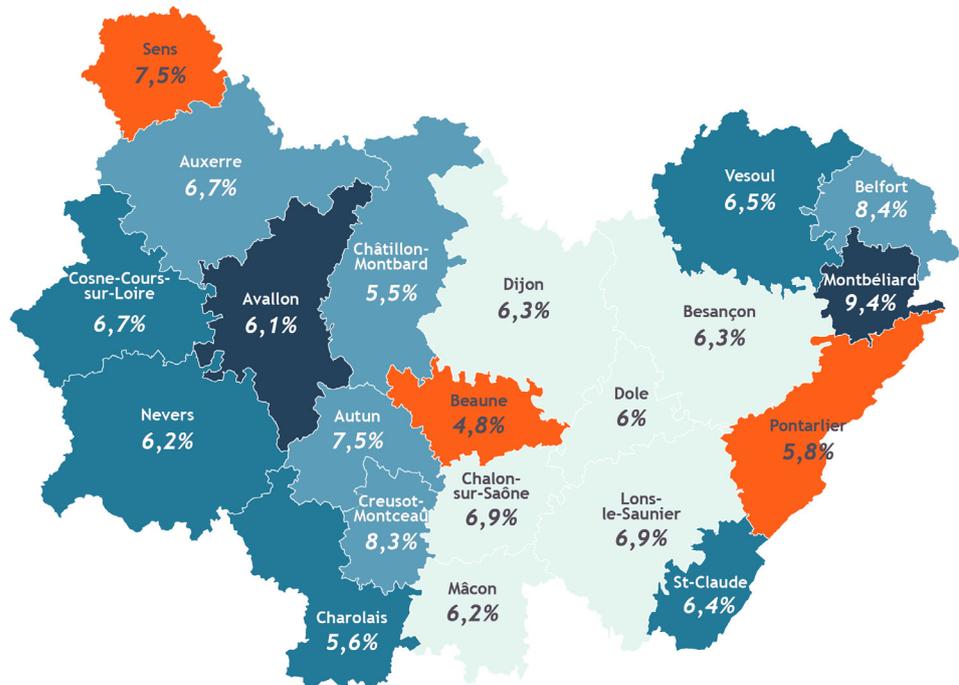
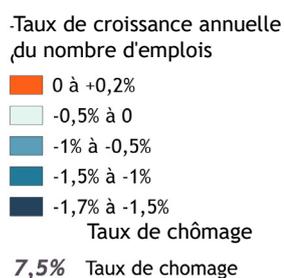
Malgré tout, la région Bourgogne-Franche-Comté, comme l'ensemble du territoire national, a démontré sa capacité d'adaptation à une situation d'urgence.

Alors que la sortie de crise sanitaire s'amorce et qu'une importante réforme du chômage est sur le point d'entrer en vigueur, les prochaines années seront déterminantes pour revenir à la situation d'avant crise .

* : Personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi ; disponible pour travailler dans les deux semaines ; qui a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.



Évolution du taux de chômage, ZE Besançon (DARES)



Évolution du nombre d'emplois au lieu de travail (2012-2017) et taux de chômage au quatrième trimestre 2020





Observation